

CONFÉDÉRATION PAYSANNE DU VAR

## "La Chambre doit être au service de l'agriculture et des agriculteurs"

Afin de présenter ses propositions pour les filières viticole et horticole, la Confédération paysanne du Var organisait, le 21 janvier, deux visites de ferme chez des agriculteurs engagés sur sa liste pour les élections professionnelles de la Chambre d'agriculture.

**A** La Motte, Adrien Bœuf est installé en viticulture depuis 2011. Il a repris l'exploitation de son grand-père qu'il a convertie en agriculture biologique il y a quatre ans. Il cultive désormais 6,5 hectares de vigne, dont la production est vendue sur pied à un domaine du secteur. Voisin d'un lotissement d'habitation, il observe une pression foncière croissante. "Le prix du foncier agricole a presque doublé depuis que je me suis installé. A mon sens, la valeur de la terre n'a pourtant pas changé, mais dans les faits, ce qui est mis à la vente peut aller jusqu'à plus de 100 000 euros l'hectare", note le viticulteur.

### Foncier, flavescence dorée et appui technique

"La situation est complètement déconnectée de la réalité. On a ici un exemple concret de la pression foncière, quand il n'y a pas de véritable régulation, avec le risque d'industrialisation de l'agriculture par des groupes financiers", estime Sylvain Apostolo, porte-parole et tête de

liste de la Confédération paysanne du Var. Pour le syndicat, il convient de "renforcer les prérogatives de la Safer, avec une politique de révision de prix systématique". "La Chambre a aussi un rôle à jouer et nous voulons mettre en place une plateforme qui connecte les différents réseaux et regroupe les questions de l'installation et du foncier, pour mettre les porteurs de projet en lien avec le foncier qui se libère", explique Sylvain Apostolo.

Pour ce qui est de la viticulture, la Confédération paysanne entend, par ailleurs, s'emparer de la question de la flavescence dorée. "C'est une maladie qui se développe depuis 40 ans en France, sans que le problème ne soit vraiment pris en considération. Le traitement insecticide contre le vecteur de la maladie n'est ni satisfaisant, ni efficace, et il décanille toute la biodiversité", dénonce Christian Dragon, vigneron à Pourcieux et candidat de la Confédération paysanne. Le syndicat réclame "l'obligation de planter des pieds traités à l'eau



Sylvain Apostolo, aux côtés de Claire Bertin, horticultrice à Roquebrune-sur-Argens.

chaude, ainsi qu'une prospection fine et obligatoire du vignoble". "C'est vrai, c'est du travail supplémentaire, alors que l'on n'en manque pas. Mais il en va de l'avenir de la viticulture varoise. Il faut arrêter de déresponsabiliser des viticulteurs, et mobiliser les structures collectives de la profession", défend Christian Dragon.

Pour la Confédération paysanne, la mission technique de la Chambre est également essentielle. "Il faut qu'on retrouve une organisation plus transversale entre les paysans et les équipes de la Chambre, pour mieux répondre aux besoins du terrain, notamment sur l'accompagnement de la transformation des pratiques par rapport aux produits phytosanitaires. Le glyphosate en est l'exemple type. Il ne s'agit pas de retirer un produit pour le remplacer par un autre, mais d'accompagner un vrai changement, en mettant des moyens sur le conseil, la technique, la recherche. Il faut aussi apporter de la plus-value en valorisant les pratiques vertueuses. Il y a

aussi les difficultés liées au changement climatique. Il faut être au plus près du terrain pour répondre aux besoins", soutient Sylvain Apostolo.

### Inondations et accompagnement

A Roquebrune-sur-Argens, chez Claire Bertin, productrice de lauriers roses, le problème des inondations s'ajoute à la problématique foncière. "Ici, il s'agit moins de spéculation que de rétention avec des friches qu'il faut rendre à l'agriculture. Mais le contexte est compliqué par la récurrence des inondations", pointe Sylvain Apostolo.

Dans la plaine de l'Argens, Claire Bertin travaille avec son mari sur l'exploitation familiale créée par sa mère, en 1984. Victime des terribles inondations de 2010, elle en subit deux autres importantes en 2011 et 2014. Ces épisodes la poussent à changer son fonctionnement. Elle produit désormais 20 000 pieds de lauriers roses chaque

année, contre 100 000 par le passé, et a réduit de moitié sa surface de production. "Cela a été l'occasion de réfléchir au fonctionnement de l'entreprise et de la redimensionner. J'ai dû me séparer de mes salariés. Il y a beaucoup de travail, mais c'est aussi moins de souci", explique l'horticultrice, qui réfléchit à une éventuelle diversification. "Je cherche comment exploiter, sur la partie la plus basse de la propriété qui prend régulièrement l'eau, mais ce n'est pas évident. C'est très frustrant de ne pas savoir ce que va devenir cette entreprise", confie-t-elle. D'autant que la commercialisation est de plus en plus difficile, sur un marché où les distorsions de concurrence avec les productions étrangères sont rudes. A ce chapitre, comme en maraîchage, la Confédération paysanne défend, au niveau national, la mise en place de prix minimum d'entrée sur le marché français pour les produits d'importation.

Pour Sylvain Apostolo, la situation traduit de multiples enjeux. "Il y a d'abord la question de la sécurisation de cette plaine, avec des travaux qui se font attendre. Il y a aussi la question des moyens à mettre en place pour les exploitations mises à mal, car il y a de moins en moins de prise en charge collective par le fonds des calamités agricoles. Enfin, il y a la question de l'accompagnement pour aider les exploitations à s'adapter aux contraintes. Il y a un vrai travail de diversification à faire", précise-t-il.

"La Chambre doit être au service de l'agriculture et des agriculteurs. En proximité au niveau local, mais aussi au niveau national en matière de représentation. C'est aussi le rôle des Chambres de porter les difficultés des paysans et des paysannes, et de défendre des solutions", plaident finalement les représentants du syndicat. ■



Visite dans le vignoble certifié bio d'Adrien Bœuf, à La Motte.